

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL

L'an deux mille vingt-six,
Le 20 janvier à 20 heures 30,
Le conseil municipal de la Commune d'AZAY-LE-BRÛLÉ,
Dûment convoqué le 12 janvier 2026,
S'est réuni à la mairie sous la présidence de
Monsieur Jean-François RENOUX, Maire.

Etaient présents : Louis-Marie MERCERON, Fabienne POUZET, Virginie FAVIER,
Sylvie MOREAU, Catherine PINEAU, François GUILLOT,
Christelle GIRAUD, Pierre ABRIAT, Karine VILLANNEAU et
Bertrand QUINTARD

Nombre de conseillers
Municipaux en exercice : 17

Présents : 11

Votants : 12

(dont 1 mandat)

Absents excusés : Anne-Claire AUGEREAU qui a donné pouvoir à
Catherine PINEAU

Absents : Éric CUSEY, Éric MILLET, Cécile THOMAS, Thibault BONNANFANT et
Stéphanie WANLIN GUERINEAU

Secrétaire : Virginie FAVIER

Lesquels forment la majorité des membres en exercice et peuvent
délibérer conformément aux textes législatifs en vigueur.

Affiché le 22 janvier 2026

Monsieur le Président déclare la séance ouverte.

**MOTION DE SOUTIEN POUR LA LIBERTÉ LOCALE ET LES MOYENS D'AGIR DES
COMMUNES (délibération n° 2026-01-02)**

Vu l'article L 2121-29 du code général des collectivités territoriales,

Considérant la motion de soutien pour la liberté locale et les moyens d'agir des
communes, proposé par l'Association des Maires de France, à savoir :

*« La liberté locale est la condition d'une démocratie vivante et d'une action publique
efficace. Or la liberté locale, et les moyens dont disposent les collectivités pour mettre
en œuvre leurs politiques à destination des habitants, sont mis à mal par un Etat
toujours plus centralisateur, qui ne se réforme pas. **Ce centralisme, qui éloigne la
décision et l'action publiques des citoyens, est pourtant l'une des causes des
problèmes du pays, y compris des finances publiques.***

*À l'occasion du 107^{ème} Congrès des maires, l'Association des Maires de France et des
présidents d'intercommunalité a lancé un appel à la liberté locale, à partir de principes
qui en garantissent l'effectivité, ainsi que de propositions concrètes. **La commune
d'Azay-le-Brûlé partage ces propositions pour redonner immédiatement du
pouvoir d'agir aux communes et intercommunalités, par :***

- ***La libre administration des collectivités.*** Elle implique de renoncer à toute tutelle
de l'Etat ou d'une autre collectivité ;
- ***L'autonomie financière et fiscale,*** donc la compensation intégrale des compétences
transférées et la redéfinition des ressources propres qui doivent être prépondérantes
dans les ressources des collectivités ;
- ***La subsidiarité,*** qui confie par principe à l'échelon le plus proche du citoyen le pouvoir
de décision. Pour les communes, la subsidiarité implique la protection de la clause de
compétence générale. Le respect de la subsidiarité exclut également toute
« différenciation » des compétences entre collectivités d'une même catégorie.
***La commune d'Azay-le-Brûlé s'oppose à toute mesure qui contreviendrait à ces
principes fondamentaux.***

Par ailleurs, pour retrouver du pouvoir d'agir immédiatement, **la commune soutient les propositions de l'AMF sur :**

- Le **pouvoir réglementaire** local, pour adapter les textes aux réalités locales et alléger le poids des normes nationales ;
- **Un moratoire sur toute nouvelle contrainte** qui réduirait les moyens d'action des communes ;
- **Une réduction des normes et un allègement des procédures inutilement complexes et coûteuses**, notamment en termes d'urbanisme et de commande publique, afin de débloquer les projets. Faire un projet devrait être plus simple, plus rapide et moins onéreux en 2025 qu'il y a 20 ans, et pourtant, c'est l'inverse qui se produit.

Enfin, **le pouvoir d'agir implique des moyens. L'Etat doit tenir sa parole.** Dans le projet de budget présenté pour 2026, cela impose :

- La suppression du DILICO, qui ne devait être instauré que pour un an mais qui serait finalement reconduit et aggravé ;
- La suppression de la réduction de la compensation des impôts économiques supprimés, qui avait pourtant été annoncée comme garantie "à l'euro près" ;
- La suppression des modifications du FCTVA, qui doit demeurer un remboursement ;
- La suppression des coupes budgétaires envisagées dans la mission Outre-mer ;
- La suppression du gel de la DGF et des baisses de crédits dédiés aux collectivités ;
- La suppression de l'augmentation des cotisations CNRACL, qui n'est pas le seul moyen de rétablir son équilibre financier.

Les communes et intercommunalités ont démontré leur solidité au cours de ce mandat face à toutes les crises. Notre Nation a besoin d'un Etat fort sur ses missions essentielles et de communes libres. A l'heure où le pays traverse une nouvelle crise, politique et budgétaire, il est urgent de régénérer l'action publique et la démocratie par la liberté locale et la confiance. »

Le conseil municipal, par un vote unanime adopte la motion de soutien pour la liberté locale et les moyens d'agir des communes ci-dessus, proposée par l'Association des Maires de France.

Fait et délibéré en mairie, les jour, mois et an que dessus.
Pour copie conforme.

Le Maire,
Jean-François RENOUX

La secrétaire de séance,
Virginie FAVIER